

REPUBLIQUE DU BENIN

-----***-----

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----*****-----

**CONFERENCE DES CHEFS
D'ETAT ET DE
GOUVERNEMENT SUR LA
« SECURITE ALIMENTAIRE
MONDIALE ET LES DEFIS DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE
ET DES BIOENERGIES**

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE,**

Rome, le 3 juin 2008

- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies**
- **Monsieur le Directeur Général de la FAO,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,**
- **Distingués invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Avant tout propos, je voudrais d'abord féliciter le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur BAN Ki MOON et le Directeur Général de la FAO, Monsieur Jacques DIOUF pour avoir pris l'initiative d'organiser la présente rencontre.

Depuis plus de deux décennies, la question du changement climatique nous préoccupe tous. La Convention cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques et le Protocole de Kyoto qui s'en est suivi, constituent l'aboutissement de la prise de conscience collective de la communauté internationale sur cette question qui conditionne l'équilibre et la survie de l'humanité.

Certes, des efforts indéniables ont été déployés depuis 1992 pour mieux comprendre le phénomène et définir les modalités de sa maîtrise. Mais force est de

constater que les objectifs que nous nous sommes fixés sont loin d'être atteints au point que les effets pernicioeux du changement climatique mettent aujourd'hui en péril l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ceci pourrait s'aggraver si le développement remarquable des bioénergies n'est pas maîtrisé de manière à éviter un conflit avec les besoins alimentaires croissants.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

La question de la sécurité alimentaire est non seulement liée aux aléas du changement climatique mais également à des causes structurelles comme l'inexistence de sources de financement des politiques, programmes et stratégies agricoles, le manque de formation des producteurs et les problèmes fonciers. Elle est au cœur de nos préoccupations en raison de son

impact direct sur tous les aspects sociaux de la vie de nos populations et sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Comme la plupart des pays membres de l'Organisation des Nations Unies, le Bénin subit les effets de la flambée des prix à la consommation, notamment les prix des produits alimentaires.

Aussi, le Gouvernement béninois a-t-il adopté des mesures d'ordre

fiscal qui ont contribué à une certaine maîtrise des prix des produits alimentaires importés et la constitution de stocks de sécurité. Les actions comprennent également la sensibilisation des opérateurs économiques et des ménages à la nouvelle situation créée et les ventes au détail aux populations les plus démunies.

Concomitamment à ces mesures qui ne peuvent pas être viables à terme, un programme d'urgence a été initié et mis en œuvre. De

même, deux programmes sont prévus pour assurer une expansion plus rapide de l'offre. Il s'agit d'une part du Programme de diversification agricole par la valorisation des vallées et bas-fonds du Bénin qui ont un potentiel agricole important et d'autre part le Programme national de sécurité alimentaire dont la formulation vient de s'achever avec l'appui de la FAO.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, la multiplicité et la nature des causes de l'insécurité alimentaire limitent l'efficacité des mesures mises en œuvre individuellement par nos Etats.

C'est pourquoi, je lance un appel pour que la question de l'agriculture soit traitée dans sa globalité. Sur la base d'une vision concertée, il s'agira de définir des

stratégies et des actions à l'échelle régionale ou sous-régionale, qui permettent notamment de développer l'entreprenariat agricole, d'adresser des signaux forts aux producteurs en termes de financement de leurs activités, de débouchés et de prix incitatifs garantissant un bon fonctionnement des marchés agricoles et la mise en place de filets de sécurité pour les couches les plus vulnérables.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Les considérations et les réflexions que m'inspire notre recherche commune de solutions concertées pour juguler la crise alimentaire n'ont de portée que si nous faisons montre d'une volonté politique ferme pour traduire en actions concrètes les résolutions et décisions qui sortiront de nos délibérations. L'enjeu majeur c'est

la paix et la sécurité internationales en ce qu'elles engagent la survie et l'épanouissement de millions d'êtres humains que nous avons la responsabilité de conduire à la prospérité dans le cadre d'un développement humain durable.

Je voudrais enfin exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple italien pour la chaleur de l'hospitalité dont ma délégation et moi-même

avons été l'objet depuis notre arrivée dans cette belle et historique ville de Rome.

Je souhaite plein succès à nos travaux,

Vive la coopération internationale
Je vous remercie.